



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 26/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SODALIS FRANCE INDUSTRIAL

Avenue des Grottes de Passelourdain
86280 Saint-Benoît

Références : 2026_93_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007201789

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2025 dans l'établissement SODALIS FRANCE INDUSTRIAL implanté Avenue des Grottes de Passelourdain 86280 Saint-Benoît. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 04/12/2025 a été réalisée dans le cadre de l'action régionale "Sécheresse", action visant à identifier les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) consommant plus de 10 000 m³ d'eau par an, toutes matrices confondues (eau de surface, eau de ville, eau souterraine).

Pour les exploitants concernés, il est contrôlé le respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, relatif aux mesures de restriction en période de sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SODALIS FRANCE INDUSTRIAL
- Avenue des Grottes de Passelourdain 86280 Saint-Benoît
- Code AIOT : 0007201789
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société QUADRIPACK exploite à Saint-Benoît un établissement spécialisé dans la fabrication de produits ménagers et d'hygiène. Cette installation s'est progressivement tournée vers cette activité depuis 2000 suite à la décision d'arrêt des activités historiques du site de fabrication de produits agro-pharmaceutiques.

Suite à l'arrêt de l'activité aérosols le site n'est plus classé SEVESO.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Volumes prélevés	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	Demande d'action corrective	2 mois
7	Documents inspection	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
3	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
4	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5	Sans objet
5	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-I	Sans objet
8	Point de contrôle GERE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est soumis aux exigences de l'arrêté ministériel "sécheresse" du 30 juin 2023.

Dans l'ensemble, l'exploitant a mis en place depuis plusieurs années, des actions de réduction de la

consommation d'eau. Il lui reste à formaliser quelques éléments, comme détaillé dans le rapport ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prescriptions sécheresses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I
Thème(s) : Risques chroniques, Applicabilité
Prescription contrôlée : I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
Constats : 1. L'exploitant prélève en moyenne annuellement entre 30 000 et 40 000 m ³ d'eau par an, principalement dans la nappe souterraine FRGG063, via un nouveau forage réalisé en juin 2025. Une petite partie de ce volume est aussi prélevée dans le réseau d'adduction d'eau potable. L'exploitant est donc soumis aux dispositions de l'arrêté du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse. L'exploitant a présenté en séance son suivi de consommations qui correspond aux éléments déclarés dans GEREPE.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet les relevés de consommations d'eau par type d'eau (nappe/réseau d'adduction).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Prescriptions sécheresses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Exemption de fait de certaines activités
Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : - captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; - captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; - alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le

<p>respect des règles sanitaires liées aux animaux ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; - production, distribution et cogénération d'électricité ; - production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; - production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; - collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; - nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'exerce pas une des activités listées, il n'est donc pas exempté au titre de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Prescriptions sécheresses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Exemption de fait par réduction ou re-utilisation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'est pas exempté des actions de réduction de prélèvement d'eau au titre de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Prescriptions sécheresses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Exemption préfectorale spécifique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'autorité administrative compétente en matière de police des installations classées peut adapter les dispositions du présent arrêté aux circonstances locales en fixant des objectifs de réduction</p>

différents de ceux mentionnés au I de l'article 2 ou en modifiant la liste des installations, des exploitants ou des pourcentages mentionnés à l'article 3 et adapter en conséquence les éléments tenus à jour mentionnés à l'article 4.

Constats :

L'exploitant n'a pas sollicité de demande d'exemption préfectorale.

Il a présenté en séance un travail important réalisé sur sa consommation d'eau depuis 20 ans. Parmi ces efforts, l'inspection a noté la mise en place d'un osmoseur-concentrateur, les travaux de réparation des réseaux, l'arrêt du refroidissement en continu de la cuve d'alcool (maintenant asservie à la température), ou encore la bascule de l'approvisionnement en eau du réseau d'adduction vers la nappe souterraine afin de préserver le réseau public.

L'inspection a informé l'exploitant que l'ensemble de ces actions pouvaient lui permettre de justifier d'une demande d'exemption. Celle-ci pourra utilement s'appuyer sur les bilans de consommations d'eau, en absolu et rapportées à la production, les actions de réduction réalisées ces dernières années au-delà du cadre prévu par l'arrêté ministériel, à savoir 2018.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prescriptions sécheresses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-I

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de restrictions

Prescription contrôlée :

Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes:

- vigilance: sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site;
- alerte: réduction du prélèvement d'eau de 5 %;
- alerte renforcée: réduction du prélèvement d'eau de 10 %;
- crise: réduction du prélèvement d'eau de 25 %.

Constats :

Pour rappel, l'exploitant prélève au total environ 30 à 40 000 m³ d'eau, répartis entre l'eau de forage et l'AEP.

En 2023 et 2024, aucune de ces deux ressources n'a atteint un niveau de gravité. Toutefois, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que la ressource en eau superficielle, elle, est régulièrement en crise. Cela indique une fragilité de la ressource dans la zone, pouvant d'ici quelques années impacter la ressource en eau souterraine dans laquelle prélève l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Volumes prélevés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV

Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des volumes prélevés

Prescription contrôlée :

<p>Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant: https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire.</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p>Constats :</p> <p>En 2023, les déclarations devaient être réalisées sur démarches simplifiées, https://www.demarches-simplifiees.fr/procedures/77724.</p> <p>Depuis l'été 2024 les déclarations sont à faire via GIDAF. L'exploitant n'a pas réalisé de déclaration en 2023/2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procède à la création de son cadre de déclaration de prélèvement dans GIDAF sous 2 mois. Afin de procéder aux déclarations en tant que de besoin en 2026. Il pourra s'appuyer sur les modes opératoires fournis par l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Documents inspection

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Documents consultables</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :</p> <p>1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;</p> <p>2° Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;</p> <p>3° Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population ;</p> <p>4° Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et</p>

d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ;

5° Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ;

6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.

II. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent d'arrêté.

Ces éléments ne sont à établir que si l'exploitant est soumis aux dispositions de l'article 2.

III. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1er.

Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 tiennent également à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées.

Constats :

L'exploitant a présenté en séance, l'état des lieux de ces prélèvements et rejets. Ils correspondent aux éléments connus de l'inspections.

Il a aussi précisé la liste des actions d'amélioration qui ont permis de réduire les volumes prélevés depuis le 1er janvier 2018.

L'exploitant ne réalise pas de réutilisation.

De plus, d'après les éléments présentés, il ne peut pas justifier d'une réduction de son prélèvement de 20 % depuis le 1er janvier 2018.

Conformément aux éléments indiqués par l'inspection à la fiche constat n°4, il pourra utilement faire valoir une demande d'exemption en justifiant des réductions de prélèvements réalisées avant cette date.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant ne faisant l'objet d'aucune exemption, il fournit sous 1 mois les éléments suivants :

- Volume de référence
- Volume moyen journalier par type d'usages

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Point de contrôle GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I

Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GEREP

Prescription contrôlée :

I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

[...]

<p>-les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ;</p> <p>[...]</p> <p>Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare bien ses prélèvements annuels dans GERP.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>